

l' cœur vous bat comme un' pataque d'un sabot! . . . . J' sais pas si Michel s'en doute qui va n'avoir un ordre aussi lui. Petrus a ben autant d' raison qu' lui de l' poursuivre; et pi, si y n' peut pas payer, y pourra l' sucrer en prison. Ah! ben, de c' coup-là l' pauv' Michel n'en sortira qu' pour aller dans l' trou ou ben à Beauport!

Si jamais l' désespoir s'y niche,  
Il y perdra l' reste d' son latin! } Bis.

S.

## LE MINISTÈRE ET L'OPPOSITION.

Rien ne paraissait plus certain que la chute du ministère à l'ouverture des chambres; personne ne doutait que le premier paragraphe de l'adresse ne fût la ruine et même l'anéantissement de Messieurs Cartier-Macdonald, et cependant qu'est devenue cette certitude! Où sont ces belles espérances des ministres de 36 heures!

Il faut avouer que les ministres ont été aussi hardis qu'ils sont intriguants pour soutenir une question si vitale que celle du siège du gouvernement. Il faut avouer qu'il fallait à Mr. Cartier un courage, une fermeté, et une persévérance peu commune pour aborder aussi ouvertement un sujet qui devait être, pour lui et ses collègues, une question de vie ou de mort. Nous n'avons pas d'exemple d'une politique plus ferme que celle du ministère actuel. Aussi regrettons-nous infiniment que Mr. Cartier emploie ainsi ses talents à humilier ses compatriotes! Il a su sortir triomphant d'une lutte qui semblait lui être fatale, de plus, il a désorganisé l'opposition, ou plutôt il l' a anéantie. Nos Démocrates de Québec étaient si certains du triomphe, que déjà ils se querellaient sur le choix des Candidats.

Nous l'avons dit dans nos premiers numéros, nous ne sommes ni oppositoniste ni ministériel. Chaque séance du parlement, nous prouve combien nous avons eu raison de nous en tenir à cette politique indépendante.

N'avons-nous pas sujet de haïr une opposition qui ne peut encore trouver un moyen capable de renverser le mi-

nistère le plus impopulaire qui fut jamais.

Les députés de la gauche, tour à tour sont obligés de soutenir les ministres, et cela pour sauver nos institutions plus menacées encore par Brown et ses satellites que par nos ministres parjures.

Comme le disait, il y a quelque temps, un certain journal de cette ville, l'Opposition en est venue aux expédients pour faire tomber un ministère qui devait être écrasé sur le premier paragraphe de l'adresse.

D'ailleurs, quelle confiance, nous Canadiens-Français, pouvons-nous avoir en des hommes comme G. Brown, comment, nous Catholiques, pourrions-nous soutenir au pouvoir ce fanatique enragé qui ne cherche que notre abaissement et celui de nos institutions.

Et serions-nous capables, avec toute la meilleure foi du monde, de risquer nos intérêts en des mains d'hommes qui ne seront satisfaits que lorsque la loi des *écoles séparées* aura été abolie, que lorsqu'ils auront la représentation basée sur la population. Le passé est toujours un sûr garant de l'avenir, et si l'on considère le passé de ces hommes qui n'ont cessé depuis l'union, d'insulter à nos croyances, et à notre nationalité, comment pourrions-nous croire que ces hommes peuvent gouverner le pays à la satisfaction de tous, comment s'imaginer que ces hommes veulent la justice et ne travaillent que pour elle.

Personne ne contestera, nous l'espérons, que nous sommes bien mal représentés. De quelque côté que l'on veuille se jeter, partout l'on ne trouve que des ennemis, nous en trouvons même parmi ceux qui se disent Canadiens-Français, puisqu'il y en a eu d'assez lâches pour accepter un portefeuille sous un ministre qui ne le leur avait donné qu'à condition qu'ils voteraient pour la représentation basée sur la population. Nous pensons que le seul moyen de nous sauver d'un péril aussi éminent est le recours à de nouvelles élections.

## NOUVELLES PARLEMENTAIRES.

Tout l'intérêt de la politique est en ce moment concentré sur la grande ques-

tion du tarif. L'honorable M. Galt, notre Inspecteur Général actuel, a voulu faire comme un grand nombre de ses prédécesseurs. Il a voulu faire un nouveau tarif, à lui, afin de combler le déficit de nos revenus qui grandit tous les jours et qui finira peut-être par nous mener à la banqueroute, si l'on n'y apporte un prompt remède. Le gouvernement ne veut pas adopter d'autre remède au mal que celui d'augmenter les impôts. Pourtant, depuis plusieurs années, il lui a été faite plus d'une suggestion, mais il les a toujours repoussées, et toujours les Inspecteurs Généraux ont tenu à honneur de laisser après eux un tarif de leur acabit.

L'honorable M. Galt a donc soumis son tarif à la chambre en l'accompagnant d'explications, dont l'élucubration a duré environ six heures. Nous nous dispenserons de commenter en détail ce nouveau plan, nous dirons seulement qu'il est assez favorable au Bas-Canada, ce qui a soulevé une vive opposition de la part des députés du Haut-Canada. Cette discussion a effacé, pour un moment du moins, la ligne de démarcation entre les députés ministériels et ceux de l'opposition. Tel député qui jusque là avait toujours marché à la remorque du Gouvernement a pris subitement fait et cause contre lui et *vice versa*; tous les rangs sont confondus. L'honorable M. Cayley, l'ex-Inspecteur Général, ayant encore sur le cœur sa déconfiture de l'année dernière, a pris une part très active contre le projet de M. Galt, sous prétexte que ce projet favorisait le Bas-Canada au détriment du Haut-Canada. Beaucoup de députés croyaient sincèrement que l'heure était enfin sonnée, et que le Gouvernement allait enfin succomber; malheureusement ils se sont trompés encore cette fois et le Ministère est sorti encore victorieux de la lutte. La question a été sur un amendement de M. Buchanan que nous reproduisons, pour l'avantage de nos lecteurs, avec la division qu'elle a suscitée.

“ Que les principes du tarif projeté sont subversifs des intérêts bien entendus du Canada en ce que par ce tarif les